

# Économie et société. Pistes de sortie de crise

PUQ, 2011



Ernesto Molina, enseignant à  
l'Université de Sherbrooke et conseiller  
à la recherche au Conseil québécois de  
la coopération et de la mutualité

Louis Favreau, professeur à l'Université  
du Québec en Outaouais et titulaire de  
la Chaire de recherche en  
développement des collectivités



ARUC  
DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL  
ET COOPÉRATION

*Conférence internationale*

*22 et 23 septembre 2010*

## **Quel projet de société pour demain?**

*Coopératives, mutuelles et territoires:  
Enjeux, défis et alternatives*

*Centre des congrès de Lévis*

Conseil  
québécois  
de la **coopération**  
et de la **mutualité**



- Comment réinventer l'économie et l'orienter vers un type de société qui entend respecter les équilibres écologiques, et en même temps être porteuse de justice économique et sociale?
- Acteurs du mouvement coopératif et mutualiste mais aussi du mouvement syndical, communautaire, économie sociale associative, commerce équitable, coopération internationale, monde municipal, développement local et régional, universitaire, ...

# Une pensée économique alternative prend forme

- Les dirigeants du mouvement (à l'Alliance coopérative internationale, aux Rencontres du Mont-Blanc, au CQCM, etc.)
- De plus en plus de chercheurs qui travaillent sur l'économie renouvellent leur paradigme (Pétrella, Lipietz, Gadrey, Sibille)
- Le monde de l'information qui s'intéresse à nouveau aux coopératives (Lisée, Kempf)

- Les coopératives aujourd'hui sont à la recherche de modèles alternatifs de développement
- Le mouvement coopératif s'interroge de plus en plus sur la nature de la crise qui est autre que celles qui ont précédé



## Quelles sont les pistes de sortie de crise?

«Un new deal écologique et social planétaire»

- Démocratiser l'économie
- Se mettre radicalement au vert
- Repenser le social et renouveler l'État social
- Construire un mouvement citoyen international
- Intensifier la solidarité Nord-Sud

# La démocratisation de l'économie

Le renforcement d'un secteur non capitaliste d'entreprises sous contrôle démocratique plaçant la logique coopérative au cœur du système économique.

# Sortir du *fondamentalisme de marché*

Finir avec la **fausse dichotomie public-privé** et reconnaître la ***diversité* des entreprises**

*«revenir au développement d'une pluralité de formes entrepreneuriales car la prévalence d'une forme unique d'entreprise assèche les sources dont elle tirait sa propre subsistance, de la même manière que les monocultures épuisent les sols sur lesquels elles poussaient»*

(Felice Scalvini, ACI)

# L'urgence écologique

La conversion écologique de l'économie questionne notre mode de production et de consommation. Elle demande de développer des expériences coopératives d'envergure capables de contribuer de manière innovante au développement durable et solidaire des territoires.

# Le choix du développement durable

- Et si on opte pour le développement: quel développement?  
Développement durable

- Alors nos adieux à la croissance?

Probablement pas! Mais alors quoi faire croître et quoi ne pas faire croître?





# Se mettre radicalement au vert: un Québec «durable» prend forme

- **Dans le secteur forestier: coopératives et biomasse (le projet de la FQCF)**
- **Agriculture verte et climat: la coopération de Nature Québec avec la Coop fédérée**
- **Les énergies renouvelables: coopératives dans l'éolien**
- **Le transport collectif: voyager en monorail électrique à haute vitesse**

# Repenser le social et renouveler l'État social

- Au sein des mouvements sociaux, on travaille et on réfléchit sur le devenir et le renouvellement de l'État social. Dans ce contexte, par leur proximité des populations, les coopératives peuvent représenter des alternatives viables pour les communautés locales et régionales.

# Renouvellement de l'État social

- Un État **qui rend capable** (soutien des capacités des communautés),
- Un État **garant** des protections sociales pour tous,
- Un État **régulateur** mais aussi un État **démocratique** dans lequel les partenariats opèrent sur la base de choix politiques d'abord et non sur la base principalement des activités d'influence de *lobbies politico-administratifs*

La planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle!

# Construire un mouvement citoyen international (le cadre national ne suffit plus)

- Étant des entreprises différentes, les coopératives se veulent portées par des préoccupations de bien commun ou d'intérêt général. Leur **fonction économique** est alors adossée à une **fonction politique** de révélateur de nouveaux besoins sociaux et de bougie d'allumage sur des questions de société pour influencer les politiques publiques. C'est la nécessaire **mobilisation du mouvement coopératif avec autres mouvements** pour que l'État québécois renoue avec des politiques d'intérêt général à partir des territoires avec les communautés locales et les régions.

# Participation active de la société civile

- Développer l'**économie sociale**: un large secteur non-capitaliste de propriétés collectives gérées démocratiquement autour d'enjeux d'avenir
- Ne pas laisser se privatiser des **biens considérés d'intérêt commun** comme les secteurs sociaux stratégiques de la santé, de l'éducation ou de la culture de même que les ressources que sont la terre, l'eau, les sources d'énergie, les forêts
- Une **économie plurielle** capable de renverser la logique capitaliste dominante et de refuser par principe de choisir entre création de richesse et justice sociale

La planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle!



# Faire mouvement



- Les coopératives, une force économique mais un nain politique
- Nécessité d'une action politique forte à l'échelle régionale, nationale et mondiale (ex. l'ACI)
- Une plate-forme de demandes économiques, sociales et écologiques en débat pour influencer les politiques publiques dans le cadre de l'Année internationale des coopératives
- Des recherches sur les questions sensibles ou prioritaires
- Une alliance avec tous les autres mouvements sociaux



# Intensifier la solidarité Nord-Sud

- Trois types d'intervention des coopératives sur le plan international:
  - Représentation politique: ACI
  - Affaires : des plus grosses (finance et agriculture) aux plus petites (commerce équitable)
  - Solidarité internationale: SOCODEVI et DID

«Les coopératives constituent une solution de rechange crédible aux effets néfastes du capitalisme»

Des alternatives sont déjà là dans des **milliers d'expériences** de ce type au Québec et de par le monde. Il faut cependant qu'elles soient **couplées avec une alternative plus globale** fournissant une vision d'ensemble et favorisant une mise en réseau des mouvements à toutes les **échelles d'intervention** (locale, nationale et internationale).

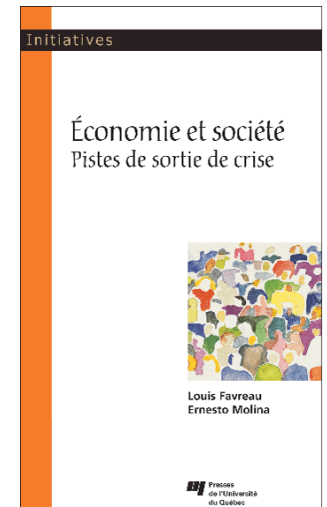


## Les coopératives et les mutuelles

- **Leur projet économique et leur projet sociétal sont indissociables**
- **Leur seul poids économique ne constitue pas une alternative crédible à l'économie capitaliste**
- **Leur rôle social, l'impact sociétal de son modèle, de son éthique, de ses réalisations ne peuvent pas être sous-estimés**

**Le mouvement coopératif peut contribuer à réveiller les consciences des acteurs sur la finalité humaine et sociale de toute l'économie et infléchir le modèle économique vers un développement économique viable, socialement équitable et écologiquement durable**

Vers un  
projet de  
société  
viable,  
équitable  
et durable



# Du local à l'international et de l'international au local



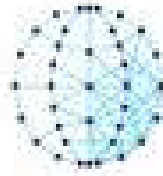
Les coopératives, des  
entreprises pour un  
monde meilleur

Le forum coopératif et  
mutualiste  
8 octobre 2012



L'étonnant pouvoir des  
coopératives  
8 au 12 octobre 2012

# «L'étonnant pouvoir des coopératives»



QUÉBEC SOMMET  
2012 INTERNATIONAL  
DES COOPÉRATIVES

- la place des coopératives et des mutuelles dans l'économie mondiale
- la performance du modèle d'affaires coopératif et mutualiste
- l'évolution du modèle d'affaires coopératif et mutualiste
- l'influence sociopolitique mondiale des coopératives et des mutuelles.
  - Comment les coopératives peuvent-elles alors accroître leur notoriété et exercer leur juste part d'influence dans la prise de décision sociopolitique?
  - la place à occuper et l'influence sociopolitique mondiale